

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

AIR LIQUIDE HYDROGENE

Rue LAVOISIER
38800 Le Pont-De-Claix

Références : 2025-Is101SPF
Code AIOT : 0010400075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE HYDROGENE implanté Rue LAVOISIER 38800 Le Pont-de-Claix. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a lieu dans le cadre de la liquidation judiciaire de la société Vencorex, unique client de la société ALFI Pont-De-Claix.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE HYDROGENE
- Rue LAVOISIER 38800 Le Pont-de-Claix
- Code AIOT : 0010400075
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Air Liquide Hydrogène, exploite sur la plate-forme de Le-Pont-de-Claix une unité de production d'hydrogène et de monoxyde de carbone selon 2 procédés distincts:

- oxydation partielle du méthane puis séparation des gaz par une boîte froide (distillation cryogénique): procédé POX en exploitation depuis 1988,
- reformage de méthane à la vapeur dans un four avec un catalyseur: procédé SMR dont l'exploitation a démarré en 2000 afin d'augmenter la production de CO.

L'exploitation fonctionne automatiquement, un système d'astreinte est mis en place en cas d'incident.

Sur le plan administratif, le site est soumis à autorisation.

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les risques toxiques (risque de sous oxygénation) ;
- les risques incendie/explosion liés aux fours.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 9

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de cessation	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
2	Attestation de mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
3	Usage futur	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-2	Sans objet
4	Définition de la cessation d'activité ICPE	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet
5	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°	Sans objet
6	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°	Sans objet
7	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°	Sans objet
8	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater que les installations étaient à l'arrêt technique le jour de l'inspection et en cours de mise en sécurité dans le cadre d'un arrêt définitif.

Une notification de cessation d'activité des installations est à transmettre rapidement à Mme la préfète de l'Isère.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : Un courrier du 20/01/2025 de « porter à connaissance » relatif à l'arrêt technique de la production d'hydrogène et de monoxyde de carbone suite au redressement judiciaire de Vencorex a été transmis à l'Inspection. Ce courrier précise que les installations sont en arrêt technique jusqu'à nouvel ordre. Lors de la visite du site, l'exploitant indique son intention de mise à l'arrêt définitif de ses installations avec une mise en sécurité effective pour septembre 2025. Dans ce cadre une notification formelle avec une date d'arrêt définitive est à transmettre. Cette notification doit comporter un échéancier des mesures prises ou prévues à détailler dans la cadre de l'arrêt définitif. Une observation est faite sur ce point. Pour information, l'exploitant indique ne pas être propriétaire du sous-sol mais uniquement des installations industrielles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation n°1 : l'exploitant doit transmettre sa notification de cessation d'activité en juin 2025 pour un arrêt de ses installations prévu en septembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué, lors de la visite d'inspection, avoir choisi le bureau d'étude APAVE afin qu'il procède à la délivrance de l'ATTES secur. Il indique également qu'une ATTES mémoire est prévue.</p> <p>L'exploitant indique que l'ATTES secur serait vraisemblablement être délivrée en septembre 2025.</p> <p>L'Inspection indique que l'attestation de mise en sécurité doit respecter le modèle prévu à l'article 83 de l'arrêté du 9 février 2022. Cette attestation est délivrée sans réserve, uniquement si les mesures pour assurer la mise en sécurité ont été mises en œuvre. Seules des observations mineures peuvent être mentionnées dans l'attestation, dans la mesure où leur éventuelle prise en compte ne remet pas en cause la délivrance de l'attestation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Usage futur

<p>Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p> <p>II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p>

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Constats :

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 5/07/2012 prescrit, en cas d'arrêt des activités : la notification au préfet de l'arrêt, une mise en sécurité des installations, l'avis du maire et propriétaire sur l'usage futur et un mémoire de réhabilitation du site.

L'usage futur n'est pas imposé.

Les articles 1.7 et 1.8 de l'arrêté cadre de 2001 prévoient les mêmes prescriptions.

Lors de la visite, l'exploitant indique que l'usage futur serait de type industriel.

L'exploitant doit transmettre au maire et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.

Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
Ceci devait être fait au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1.
L'exploitant doit procéder à cette déclaration, une observation est faite sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : L'exploitant doit procéder, au moment de la notification de cessation d'activité, à la proposition d'usage(s) futur(s) prévue au II de l'article R. 512-39-2 auprès du maire de la commune de Pont-de-Claix et du propriétaire des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de sa ou ses proposition(s).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Définition de la cessation d'activité ICPE

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

[...]

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

<p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêt du site est dû à la liquidation judiciaire du client unique de la société : VENCOREX. Le site se trouve sur le carreau H2 au sein d'une plateforme chimique industrielle de 120 hectares (ha) au sein de la ville de Pont-De-Claix. Au niveau de l'accès au site et des installations, une clôture avec gardiennage fait le tour de la plateforme. L'exploitant en charge du fonctionnement de la plateforme (PDC - Borsodchem), maintient un gardiennage permanent. Cependant, une clôture périphérique aux installations d'ALFI est à mettre en place. Une observation est faite sur ce point.</p> <p>L'exploitant indique qu'il prévoit la mise en place d'une clôture autour de son carreau d'exploitation et qu'en attendant la fin de la mise en sécurité, il a mis en place une vidéo surveillance autonome.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°3 : L'exploitant doit procéder à la mise en place d'une clôture autour de ses installations dès la mise en sécurité de ses installations effectuée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La méthodologie de la mise en sécurité des installations a été explicitée. Elle se déroule en 3 phases :</p> <p>1 - arrêt technique des installations (composée notamment de la purge des réseaux et des capacités) 2 - étude de l'analyse des risques afin de déterminer l'ordre des mises en sécurité et les points d'attention (mise en place d'un tableau de suivi : voir détail ci-dessous) 3 - isolation des installations avec les utilités extérieures</p>

Concernant la phase n°2, un tableau reprenant l'ensemble des équipements a été établi. Il décompose le site en 16 zones, rattachées aux rubriques ICPE. Pour chacun des équipements, les actions de mise en sécurité sont définies, les documents justificatifs de la mise en sécurité cités et une échéance fixée.

Le tableau a été consulté lors de la visite.

De plus, l'exploitant précise que le cheminement des gaz dans les installations a été retracé via les schémas PID et les lignes et capacités retranscrites dans le tableau de suivi. Ceci permet de bien vérifier que chacune des lignes a été mise en sécurité.

Il a été pris, par sondage, des équipements afin de contrôler leur mise en sécurité. Dans un second temps, ces équipements ont été vus sur site. Il en résulte pour ces équipements :

Unité de fabrication de monoxyde de carbone et d'hydrogène (POX)

L'exploitant indique que l'ensemble des tuyauteries contenant du gaz process ont été soufflées, inertées et platinées en concertation avec les différents acteurs de la plateforme. La production résiduelle de l'unité POX a été brûlée à la torche pendant la phase d'inertage.

Sur le tableau de suivi, le réacteur de POX est détaillé via la ligne relative à la chaudière (puisque ce dernier est en contact direct avec). La vidange est indiquée comme « à planifier » car il reste un fond d'eau. Le dégazage et l'inertage ont été réalisés le 22/11/2024. Le document décrivant les manipulations effectuées est signé par le responsable de production.

Le dossier « batterie limite » a été consulté. Ce dossier détail et liste toutes les coupures d'utilité en limite d'unité POX, il précise également toutes les consignations.

Unité SMR

Le dossier « batterie limite » a été consulté. Ce dossier détail et liste toutes les coupures d'utilité en limite d'unité SMR, il précise également toutes les consignations.

Stockage d'amine

L'exploitant précise que les réseaux contenant des amines ont été purgés dans la cuve de stockage d'amine, puis inertés. Le stock a ensuite été pris en charge par Suez au sein de la plateforme pour incinération.

Sur site il a été consulté les bordereaux d'élimination via Track Déchets. L'exploitant était autorisé à stocker 17t d'amine. L'exploitant indique qu'il disposait de 18,36t d'amine (MEA) à 25 % et de 7t de MEA pure. Track déchet montre que:

- 7t de MEA pure a été brûlé par Suez le 25/04/2025 (fichier consulté),
- 18,36t d'amine dilué a été éliminé (3 fichiers ayant pour date d'élimination finale le 3/04/2025).

Sur site, il a été constaté que la fosse de rétention de la cuve d'amine était en train de se remplir d'eau pluviale. L'exploitant doit mettre en sécurité la fosse soit en procédant au nettoyage de la fosse et à son carottage soit à sa destruction. Une observation est faite sur ce point de manière générale pour toutes les fosses de rétention.

TAR

L'exploitant indique que pour la Tour Aéroréfrigérante, les condensats process et le circuit d'eau de refroidissement ont été purgés afin d'éviter tout risque de légionellose.

La ligne du tableau de mise en sécurité de la TAR a été consultée. Il y est inscrit l'action de vidange avec check-list associée et consignation de l'équipement. Cependant, l'évacuation des produits est « à planifier ». La mise en sécurité de la TAR est à finaliser, une observation est faite

sur ce point.

Atelier de charge d'accumulateurs

L'exploitant indique que les accumulateurs 127 V de secours de l'alimentation basse tension resteront en fonctionnement tant que l'unité ne sera pas à l'arrêt définitif. Il indique également que ces accumulateurs sont sous forme de batteries au nombre d'environ 70 et seront soit transférés sur d'autres sites soit éliminés.

L'Inspection reprend ce point en observation.

Groupe froid

L'exploitant indique que pour le groupe froid, le circuit de fluide frigorigène a été purgé. Le fluide est en cours d'évacuation et stocké par une entreprise spécialisée en vue de sa destruction.

Une observation est faite sur ce point.

Magasin

Selon l'arrêté d'autorisation préfectoral, en magasin se trouvent :

- des produits de traitement de l'eau ;
- Des fûts d'huile ;
- Des GRV de MEA.

Sur site il a été constaté la présence d'environ 1t de glycole, 2 bidons de 25l d'inhibiteur et 6 bidons de 25l d'amine. Ces produits sont à éliminer. Une observation est faite sur ce point.

Enfin, sur site, il a été constaté que :

- l'étiquetage « vidé, lavé, décontaminé et la date » n'avait pas été apposé sur les équipements et tuyauteries mis en sécurité. Ceci est à effectuer rapidement. Une observation est faite sur ce point.
- la mise en sécurité des fosses de rétention (1 fosse AD1061, 1 fosse cryodrain et 1 fosse amine) par carottages en point bas ou destruction puis comblement, n'étaient pas effectués. Une observation est faite sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°4 : l'exploitant doit vidanger la chaudière de POX dans le cadre de la cessation d'activité et mise en sécurité de ses installations.

Observation n°5: l'exploitant doit finaliser la mise en sécurité de la TAR et notamment évacuer les produits dangereux restants.

Observation n°6: l'exploitant doit procéder à l'élimination dans une filière adaptée ou l'évacuation sur un de ses autres sites, des 70 batteries (accumulateurs) stockées sur son site de Pont-De-Claix.

Observation n°7: l'exploitant doit procéder à l'élimination dans une filière adaptée des fluides frigorigènes.

Observation n°8: l'exploitant doit procéder à l'élimination dans une filière adaptée des divers fluides présents dans son magasin.

Observation n°9: l'exploitant doit procéder aux carottages ou la destruction puis comblement de

toutes les rétentions (1 fosse d'amine, 1 fosse cryodrain, 1 fosse AD1061) après leur vidange et rinçage.

Observation n°10: l'exploitant doit procéder à l'étiquetage des équipements et tuyauteries « vidé,lavé, décontaminé et la date » dès que ces derniers sont mis en sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

Constats :

Voir constat 4 pour la clôture.

Concernant la fermeture à clé du seul bâtiment (la salle de contrôle), l'exploitant indique que la clé sera remise au chef d'exploitation de l'usine de Jarrie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection n'a pas de remarque supplémentaire sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

Constats :

Au moment de la visite l'exploitant indique que les utilités ne sont pas coupées car nécessaires aux opérations de mise en sécurité (azote, air comprimé, électricité, eaux de process).

Les dates des coupures d'alimentation des équipements sont ou seront les suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - unités de production de CO et d'H2 (POX et SMR) : 15/11/2024 pour le POX et 2016 pour le SMR - TAR : novembre 2024 - salle de contrôle : prévue pour juin 2025 - gaz coupé (méthane) : novembre 2024 - vapeur coupée : novembre 2024 - alimentation en eau : novembre 2024 et platinée en avril 2025 <p>Concernant les transformateurs, l'exploitant indique qu'il en dispose de 2, sans PCB. La mise en sécurité est à prévoir, une observation est faite sur ce point.</p> <p>Concernant les piézomètres, l'exploitant indique en disposer de 2 ou 3 sur son carreau (H2) qu'il ne savait pas localiser. L'Inspection informe l'exploitant que si la présence de piézomètres est avérée, une mise en sécurité de ces derniers est à effectuer, une observation est faite sur ce point.</p> <p>Enfin, sur site il a été constaté la présence de matériels de lutte contre l'incendie tel que des extincteurs et des bonbonnes contenant des produits d'extinction. Ces équipements sont à évacuer ou éliminer dans une filière adaptée, une observation est faite sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°11: l'exploitant doit procéder à la mise en sécurité des 2 transformateurs.</p> <p>Observation n°12: l'exploitant doit procéder à la mise en sécurité des piézomètres éventuellement présents sur le carreau H2.</p> <p>Observation n°13: l'exploitant doit procéder à l'évacuation ou l'élimination dans une filière adaptée du matériel de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Obligations liées à la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Concernant la surveillance des sols et des eaux souterraines, l'Inspection a connaissance des nombreux impacts de la plateforme en aval de cette dernière. Cependant, l'impact des activités de la société Air Liquide n'a pas été défini précisément.</p> <p>Dans le cadre de la mise en sécurité, un diagnostic des sols et des eaux souterraines est attendu dans le cadre de la délivrance de l'ATTES mémoire.</p> <p>L'exploitant indique qu'il prévoit bien la réalisation d'une ATTES mémoire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque supplémentaire sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>